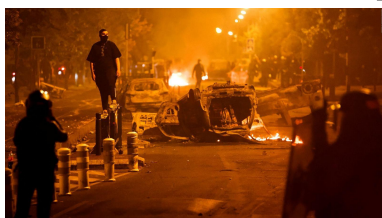


<https://ricochets.cc/Luttes-sociales-et-ecologistes-le-gouvernement-exige-et-impose-un-rapport-de-force-trs-eleve-7540.html>



Luttes sociales et écologistes : le gouvernement exige et impose un rapport de force très élevé



- Les Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 6 juin 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Ce sont toujours les gouvernements qui fixent le niveau du conflit, donc les moyens de contestation à employer.

Avec son intransigeance bornée, ses lois et actions néfastes et sa répression généralisée et intense, le régime macroniste impose une conflictualité, un rapport de force, très élevée. C'est la marque typique d'un régime très autoritaire et très anti-démocratique, d'un régime policier et tyranique au service des riches et du Capital, d'une oligarchie techno-étatique au service du productivisme forcé.

Nelson Mandela le disait :

"Si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'a pas d'autre choix que de répondre par la violence. Dans notre cas, ce n'était qu'une forme de légitime défense."

Nelson Mandela, Un long chemin vers la liberté (1994).

« Que vous utilisiez des méthodes pacifiques ou violentes, le choix est entièrement déterminé par les conditions... Le Christ a utilisé la force parce que dans cette situation, c'est le seul langage qu'il pouvait utiliser. Par conséquent, aucun principe ne dit que la force soit inutilisable (...) Quand le seul moyen d'avancer, de résoudre les problèmes, est d'utiliser la force ; quand les méthodes pacifiques deviennent inadaptées. C'est une leçon de l'histoire à travers les siècles... et dans toutes les parties du monde. »

C'est que les moyens employés par les opprimés pour faire progresser leur cause sont déterminés par l'opresseur lui-même

« Au départ, ils [ses interlocuteurs afrikaners] avaient adopté la posture habituelle consistant à dire que la violence et les actes criminels sont intolérables. Mais ce que je cherchais à mettre en avant, c'est que les moyens employés par les opprimés pour faire progresser leur cause sont déterminés par l'opresseur lui-même. Quand l'opresseur emploie des méthodes pacifiques, les opprimés l'imitent ; mais quand il a recours à la force, les opprimés eux aussi recourent à la force. »

(voir aussi les livres et articles de Peter Gelderloos sur la "non-violence" dogmatique - par exemple sur Ricochets : [La non-violence, une résistance molle écrasée par les régimes autoritaires et policiers](#))



Luttes sociales et écologistes : le gouvernement exige et impose un rapport de force très élevé

Sectorisation des contestations ou insurrection générale

- Pour l'instant, le gouvernement peut dérouler ses attaques et casses sociales d'ampleur nationale sans trop de soucis (pour ses projets nuisibles locaux il tombe parfois sur des os) car il constate que le nombre de personnes

déterminées prêtes à intensifier le conflit au niveau qu'il exige reste trop faible.

Morceller les « réformes » ultra-libérales pour fragmenter les contestations

Et puis il lui suffit de morceller ses « réformes » ultra-libérales pour fragmenter les contestations et les rendre encore plus inoffensives. Une fois ce sont les droits au chômage qui sont visés, puis l'éducation nationale, puis les hôpitaux, une loi « sécurité globale », puis les exilés puis re les chômeurs, puis la vidéosurveillance biométrique algorithmique et automatisée, puis on diminue les moyens pour les HLM, puis on rabote les déjà très maigres avancées écologiques, etc.

A chaque fois seul (ou presque) le secteur directement concerné proteste, ce qui ne lui laisse aucune chance de faire reculer le gouvernement.

Seuls certains secteurs (du même bord politique que le régime et/ou étant essentiels à l'économie), comme les dockers, routiers, agriculteurs reliés aux lobbys agro-industriels et FNSEA, ont une certaine oreille du gouvernement.

Contre la retraite à 64 ans, là il y avait en revanche énormément de monde contre en même temps, mais c'est le niveau de détermination et de conflit qui n'a pas été porté à la hauteur requise. Des manifs, des grèves restreintes et épisodiques, quelques émeutes et sabotages étaient loin de suffire.

Il suffisait au régime de réprimer et d'attendre l'été pour que ça passe, et d'achever le tout au 49.3.

Le régime macroniste oblige donc à mener une forme d'insurrection pour contrer n'importe lequel de ses projets nationaux

Le régime macroniste (et déjà ses prédécesseurs) oblige donc à mener une forme d'insurrection, une quasi révolution pour contrer n'importe lequel de ses projets nationaux néfaste.

Il s'agit donc de bien avoir conscience de ça, de partager et approfondir ses réflexions, de se préparer mentalement et matériellement, de s'organiser en fonction.

Par exemple : pouvoir toujours agir même avec des couvre-feu, l'état d'urgence, des réseaux « sociaux » bloqués voire interdits (voir le cas TikTok en Nouvelle-Calédonie).

Ou encore : savoir maintenir la solidarité entre les diverses composantes et modalités d'action, ne pas céder aux appels au calme (et autres discours « pacificateurs ») ou aux éventuelles miettes lâchées par le régime, déborder les directions syndicales et les partis de gauche, etc.

Evidemment, si on était dans une démocratie réelle (avec donc comme condition a minima d'être hors du capitalisme et de l'Etat), les conflits pourraient se résoudre positivement sans (ou rarement) en venir à des situations d'insurrection générale. Il y aurait des tas d'autres moyens que les émeutes/sabotages/blocages pour se faire entendre et participer aux changements/améliorations nécessaires.

Conflictualité

Pour que la contestation sociale/écologiste/politique l'emporte, le minimum qu'exige le gouvernement (pour les secteurs qu'il veut mettre au pas sans rien céder) c'est : **grève longue et dure (et large, voir générale - la grève libérant du temps pour les autres actions) + grosses manifs + blocages et occupations conséquents.**

Luttes sociales et écologistes : le gouvernement exige et impose un rapport de force très élevé

Généralement, le gouvernement impose d'ajouter des émeutes et des sabotages

Généralement, le gouvernement impose aussi d'y ajouter des émeutes (avec de nombreuses destructions de biens, notamment d'entreprises, centres logistiques, grands magasins, péages, voitures de riches...) et des sabotages ciblés d'infrastructures clefs pour l'économie (réseau électrique et internet, autoroutes, réseau ferré, ports, aéroports...).

L'occupation et/ou la mise hors service des gros médias capitalistes extrême-droitisés (type Cnews, BFM, Lci, i24...) serait également un plus non négligeable.

Ce deuxième volet d'actions conflictuelles est le plus souvent indispensable aussi car le régime et ses milices policières s'efforcent de briser par la force les grèves, les manifs et les occupations/blocages dès qu'elles deviennent gênantes pour lui.

En pratique, ce que le gouvernement oblige à faire pour obtenir des victoires un peu conséquentes à un niveau « national », c'est une conjonction de grèves généralisées/manifs/émeutes/blocages/sabotages.

Le gouvernement pousse aussi de fait à la généralisation d'actions illégales

On peut constater que les actions plus ou moins « légales » devenant impossibles (car souvent fortement réprimées et même carrément interdites) et/ou inopérantes (le régime s'en fout), le recours aux actions carrément « illégales » (et même furtives, clandestines) devient alors indispensable. C'est la voie que choisi le régime, qui espère que peu de monde s'y engagera et la soutiendra.

Radicalité

La radicalité c'est juste remonter aux causes des problèmes pour ne pas les voir ressurgir sans fin (et même s'aggraver, comme on le voit avec les risques de guerre mondiale et avec les catastrophes climatiques, ou encore avec les remontées de régimes néo-fascistes).

Les causes de tous (ou presque) nos problèmes majeurs viennent de l'absence de démocratie, de l'aggravation d'un régime autoritaire brutal et policier, du totalitarisme capitaliste (le règne de l'Economie), du productivisme, de l'existence de l'Etat, du système techno-industriel productiviste. Ce qui est souvent nommé « civilisation industrielle ».

Face à une telle mégamachine, on voit bien que des réformes positives (de moins en moins « accordées »), des victoires locales ou des non-reculs sont insuffisants et incapables de changer de trajectoire et donc de modèle de société.

D'où la nécessité, imposée par la cohérence rigide (et qui fait tout pour se maintenir) du système en place, d'un grand basculement révolutionnaire, que ça nous plaise ou pas.

Tant qu'à faire, poussons le bouchon un peu plus loin vers une forme de révolution généralisée

Si on est capable de mener un conflit à la hauteur requise d'une forme d'insurrection contre un projet gouvernemental néfaste (type retraite à 64 ans par exemple), alors, tant qu'à faire, poussons le bouchon un peu plus loin vers une forme de révolution généralisée. Ce qui permettrait de dégager le régime, d'ouvrir la voie à la démocratie directe et au démantèlement du capitalisme.

Post-scriptum :

Luttes sociales et écologistes : le gouvernement exige et impose un rapport de force très élevé

► [Voir aussi nos autres textes](#), et notamment :

[Le système nous fait une guerre totale, donc on ne peut pas jouer symboliquement à la bataille](#)

- Stratégies, tactiques, asymétrie, batailles, guérilla, résistance, démocratie...